

LANCEMENT D'UNE FEUILLE DE ROUTE SUR LA GESTION PÉDAGOGIQUE DES LYCÉES

Obligation de résultat pour les proviseurs et les inspecteurs

Une feuille de route fixant les missions destinées à améliorer la gestion pédagogique des lycées sera instaurée et envoyée aux proviseurs et inspecteurs des 1 700 lycées que compte le pays.

Lotfi Merad - Alger (Le Soir) - Cette nouvelle mesure annoncée hier par le ministre de l'Éducation à l'occasion de la Conférence nationale des directeurs de l'éducation de wilaya organisée au siège du ministère à Alger, entre dans le cadre global de la mise en œuvre du plan de réforme du système éducatif et consistera en une évaluation régulière et dans le détail, à la fin de chaque mois, des différents points contenus dans la feuille de route. Ces points ont trait, entre

autres, aux heures supplémentaires, aux cours de soutien et de rattrapage, aux absences des professeurs, les rencontres avec les parents d'élèves et les représentants des

élèves et surtout les résultats trimestriels.

Une attention particulière sera également portée aux résultats des classes d'examen lors de ces opérations d'évaluation et d'analyse qui seront effectuées au niveau central par deux commissions, l'une pour les proviseurs l'autre pour les inspecteurs,

mises en place à cet effet.

«Les résultats refléteront les efforts des proviseurs et des inspecteurs», a insisté le ministre de l'Éducation.

Cette opération d'évaluation se fera à la fin de chaque mois et vise essentiellement à améliorer la gestion pédagogique au niveau

des établissements scolaires du cycle secondaire avant d'être élargie plus tard aux collèges et aux écoles primaires.

«La loi sera appliquée en cas de manquement, les concernés seront relégués à d'autres postes», a menacé Boubekour Benbouzid.

Des rencontres régio-

nales avec l'ensemble des proviseurs et des inspecteurs seront organisées pour les besoins de cette évaluation.

Ainsi, désormais, proviseurs et inspecteurs sont tenus de fournir des résultats positifs dans la gestion pédagogique de leurs établissements respectifs.

L. M.

L'ÉTAT SE PROPOSE D'ACHETER DU FIOUL POUR CHAUFFER LES ÉCOLES

15 milliards de dinars débloqués et les écoliers continuent de grelotter

Au moment où le ministre de l'Éducation parle d'un budget de 15 milliards de dinars alloué cette année par l'Etat aux écoles primaires pour les besoins du chauffage, nos écoliers grelottent dans leurs classes.

Force est de constater que cette situation regrettable ne concerne pas uniquement les écoles primaires et autres lycées et collèges des régions rurales, mais elle se reproduit dans les établissements situés à la périphérie des grandes villes. Où va donc l'argent public du chauffage ? «Nous avons contourné la loi. La fourniture du

chauffage est du ressort des Assemblées populaires communales.

Malheureusement, certaines communes sont défaillantes en raison, notamment, du manque d'argent.

L'Etat a donc décidé par le biais du Fonds commun des collectivités locales de prendre en charge les coûts d'achat du fioul

pour les besoins du chauffage dans les écoles primaires», répond le ministre de l'Éducation.

S'adressant aux directeurs de l'éducation, Boubekour Benbouzid a tenu à rappeler que «le chauffage est une priorité absolue» dans les écoles primaires dont le nombre avoisine les 18 000 à travers tout le territoire national.

Et l'autre problématique qui se pose avec acuité dans nos écoles concerne la restauration.

Rien que pour les cantines, les pouvoirs publics ont consacré «une enveloppe financière de 12,5 milliards de dinars».

Si la demi-pension bénéficie, à en croire le ministre de l'Éducation nationale, à «75% des élèves scolarisés», les repas offerts aux écoliers ne reflètent guère ce budget colossal. Là encore, beaucoup de choses restent à faire pour une gestion plus efficace des deniers publics.

L. M.

CHUTES DE PLUIE EXCEPTIONNELLES SUR LES HAUTS-PLATEAUX DU CENTRE DU PAYS

Plus de 110 millions de mètres cubes d'eau dans le barrage de Keddara

Les spécialistes n'hésitent plus à classer l'année en cours — septembre 2008 à août 2009 — parmi les cas exceptionnels en matière de pluviométrie.

Ainsi, les barrages commencent à se remplir et les nappes phréatiques se régénèrent.

Dans la matinée d'hier mercredi, les services de l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT) ont relevé que le barrage de Keddara, dans la wilaya de Boumerdès, retient 110,148 millions de mètres cubes d'eau, soit 77 % de ses capacités. Ce barrage, pouvant retenir 143 millions de mètres cubes, alimente la partie ouest de la wilaya de Boumerdès et la capitale. Selon M^{me} Hammache Chafika, directrice régionale de l'ANBT, le pompage se fait à partir du barrage de Aït Amrane, dans le centre de la wilaya de Boumerdès.

«Hier, nous avons prélevé 424 000 m³ et il reste 3,283 millions de mètres cubes dans ce barrage», dira-t-elle. Il y a lieu de préciser que ces pompages sont quotidiens mais vite remplacés par les crues de l'oued Isser. Dans le cadre du système Spik, qui se compose des barrages de Keddara, Aït Amrane, du Hamiz, de la station de traitement et de pompage de Boudouaou, ainsi que de la conduite vers Alger, le barrage du Hamiz n'a

pas encore été sollicité. «Il n'y a que 9 millions de mètres cubes actuellement dans ce barrage. Nous ne pouvons ouvrir la vanne, pour un écoulement gravitaire, vers le barrage de Keddara, avant d'atteindre le seuil de 12 millions de mètres cubes, pour ne pas prélever la part réservée à l'irrigation», a

notamment affirmé M^{me} Hammache.

Afin d'alimenter Alger et une partie de la wilaya de Boumerdès, entre 150 000 et 400 000 m³ d'eau sont prélevés quotidiennement à partir du barrage de Keddara, signalé en outre notre interlocutrice.

Abachi L.

FIN DU «DÉBAT» SUR LE PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT

Surenchère autour du troisième mandat

Les chefs des groupes parlementaires ont emboîté, hier, le pas aux autres députés. Prenant la parole à la fin du «débat» consacré au plan d'action du gouvernement, ils ont, sans surprise, focalisé l'essentiel de leurs interventions sur l'élection présidentielle.

Les chefs de file des partis de l'Alliance présidentielle ont profité de l'occasion pour encenser le bilan du président de la République.

Premier à prendre la parole, le président du groupe parlementaire du FNA a interpellé le Premier ministre afin que soient réunies toutes les conditions pour que l'élection se

passe dans de «bonnes conditions». Il a également fait un plaidoyer pour le respect de l'opposition. Une opposition ouvertement décriée par Seddik Chihab du RND. Prenant à son tour la parole, Louisa Hanoune a préféré rappeler les positions de son parti au sujet des grands dossiers plutôt que de donner une appréciation du bilan du président de la République.

Sans surprise aucune, les chefs des groupes parlementaires du RND, du FLN et du MSP ne voient que du positif dans le programme présenté par Ouyahia. Ce dernier répondra ce matin aux députés.

N. I.

La protestation modifie le programme du wali à Constantine

Le wali de Constantine a dû déprogrammer deux points de sa visite de travail effectuée hier dans la commune du chef-lieu de la wilaya, le chantier d'un stade et un autre de construction de 50 locaux destinés aux artisans, situés au quartier de Daksi.

Et pour cause, des exclus de la liste des bénéficiaires de ces locaux se sont rassemblés devant les deux points précités pour pouvoir rencontrer le wali et lui exprimer leur désarroi.

On croit savoir que ce climat tendu aurait contraint son protocole à déprogrammer ces deux points précis par mesure de sécurité. Néanmoins, les protestataires qui ont rué vers un autre point de la visite du wali, à savoir le chantier du projet de calibrage d'oued El-Had longeant le bas dudit quartier, ont été vite dispersés par les forces de l'ordre accompagnant le cortège du wali.

L. H.